

32- TARIQ Ali, "Clash of Fundamentalisms: Crusades, Jihads, and Modernity"
London, Verso, 2002.

33- Arielle THEDREL, «Le Maghreb redoute une offensive d'al-Qaida», Le
Figaro, 13 mars 2007

SILBER Martine, «Kofi Annan présente un plan "global" contre le terrorisme»,

<http://www.atlantis.org/publications/etudes/nationalisme-arabe-et-islamisme,-les-deux-faces-d%92une-meme-medaille/>, accédé le 29/11/2006.

21- PIATTONI Simona, *Clientelism, interests, and democratic representation*

22- RENET Jean-Claude, «La «résistance irakienne», 18 janvier 2005, http://oumma.com/article.php3?id_article=1354, accédé le 21/08/2006.

23- ROY Olivier, "Islamism's failure, Islamists' future," edited version of a talk on the nature and record of political Islam delivered by Olivier ROY on 11 October 2006 at the Institute for Public Policy Research in London. http://www.opendemocracy.net/faith-europe_islam/islamism_4043.jsp, accédé le 05/07/2007

24- ROY Olivier, "The end of history and the long march of secularisation", 16 mai 2006, http://www.opendemocracy.net/faith-europe_islam/islamism_4043.jsp, accédé le 05/ 07/ 2007

25- SHOOKNER Malcolm, « Sous une optique d'inclusion », Le Bloc-Notes, 1er avril 2005, Volume 8, No.1, <http://www.leblocnotes.ca/node/115>

26- SILBER Martine, «Kofi Annan présente un plan "global" contre le terrorisme»,

27- SOUED Albert, «Nationalisme arabe, islamisme et les nazis», Objectif-info.com, 9 avril 2003 :

http://www.objectif-info.com/Processus/nationalisme_arabe.htm, accédé le 29/11/2006.

28- SULLIVAN Tony, «L'Islam et l'Occident: chassons les malentendus», 30.04.2003,

29- http://www.euro92.com/new/dossier.php3?id_article=128, accédé le 12/05/06

30- TAHERI Amir, «L'islam doit redevenir une religion», Le Temps, 3 mars 2006

31- TAMMAM Husam, «Crise du système politique, aspirations de la société», Le Monde Diplomatique, Septembre 2005

- 11- HOPKIN Jonathan, "Conceptualizing Clientelism: Political Exchange and Democratic Theory", Paper presented at the annual meeting of the American Political Science Association, Marriott, Loews Philadelphia, and the Pennsylvania Convention Center, Philadelphia, Aug 31, 2006.
- 12- LABEVIERE Richard, «Al-Qaeda, l'ennemi mythique», Le Figaro, 24 Novembre 2003
- 13- LASKIER Michael, "A difficult Inheritance: Moroccan Society under King Muhammad VI," Middle East Review of International Affairs, 7, 3 September 2003.
- 14- LAMCHICHI Abderrahim, «Al-Qaïda, Internationale islamiste ?», Confluences Méditerranée, N° 40, Hiver 2001-2002.
- 15- LAZZERI Christian et NOUR Soraya, «De l'inclusion - Identification et reconnaissance sociale en France et en Allemagne», 23/05/2007, <http://www.ciera.fr/ciera/spip.php?article536>
- 16- LITVAK Meir, The islamization of Palestinean identity: The case of Hamas, Tel Aviv, Moshe Dayan center for Middle East and North African Studies, 1996
- 17- LUEG Andrea, «The perception of Islam in western debate», Jochen HIPPLER and Andrea LUEG (Dir.), The next threat, Western perceptions of Islam, London, Pluto Press, 1995, p 11.
- 18- MARECHAL Brigitte, «La sémantique de l'action engage, en rapport au martyre, dans des discours apparentés au Frères musulmans», Maghreb-Machrek, N° 186, Hiver 2005-2006, p 42.
- 19- MONIQUET Claude, «El Qaïda et la mouvance du Djihad, deux ans après le 11 septembre 2001. Une évaluation de la menace», European Strategic Intelligence and Security Center (*ESISC*), 11/09/03
- 20- OULAHBIB Lucien Samir, «L'identité nationale face au postmodernisme», Controverses, Atlantis Institute, N° 3,

Bibliographie

- 1-ADDI Lahouari, L'Algérie et la démocratie, Paris, La Découverte, 1994.
- 2-BAUER Camille, «Irak : Une résistance imprévue», entretien avec Paul-Marie de La Gorce, L'Humanité, 22 novembre 2003.
- 3-BELLOUMI H, «La Tunisie face au terrorisme», 18/01/ 2007, <http://islamiqa.canalblog.com/archives/2007/01/18/3728127.html>, accédé le 02 septembre 2008
- 4-BONDITTI Philippe, «L'organisation de la lutte anti-terroriste aux Etats-Unis », Culture et Conflits, N 44, Hiver 2001.
- 5-BOROUMAND Ladan and ROYA, «Terror, Islam and democracy», James HOGE and Gideon ROSE (Dir.), Understanding the war on terror, New York, Foreign Affairs / Council on Foreign Relations, 2005
- 6-BRZEZINSKI Zbigniew, Brigitte MARECHAL, «La sémantique de l'action engage, en rapport au martyr, dans des discours apparentés au Frères musulmans», Maghreb-Machrek, N° 186, Hiver 2005-2006, p 42.
- 7-BULLIET Richard, «Religions, spiritualités et sociétés au XXIe siècle: perspectives pour la sécurité à l'horizon 2025», www.religioscope.com, Mai 2002
- 8-CHEBEL Malek, «Quelle attitude face au fondamentalisme du XXI^e siècle?», DILLENS Anne Marie (Dir.), Pouvoir et religion, Bruxelles, Publication des Facultés universitaires de Saint-Louis, 2005, p 143.
- 9-COFMAN Wittes Tamara, "Elections in the Arab World: Progress or Peril?", Saban Center Middle East, Memo 11, 12 February 2007, *The Brookings Institution*, <http://www.brookings.edu/fp/saban/wittesmemo20070212.htm>, accédé le 17/07/2007.
- 10- H BELLOUMI, «La Tunisie face au terrorisme», 18/01/ 2007, <http://islamiqa.canalblog.com/archives/2007/01/18/3728127.html>, accédé le 02 septembre 2008

- 39- Mounir BOUDJEMAA, «L'UMA du terrorisme», Le Quotidien d'Oran, 15 juin 2005
- 40- <http://www.esisc.org/pays.php?Id=33>
- 41- Ibid
- 42- Afrique en ligne, Tripoli, 09/04/2008
- 43- H BELLOUMI, «La Tunisie face au terrorisme», 18/01/ 2007, <http://islamiqua.canalblog.com/archives/2007/01/18/3728127.html>, accédé le 02 septembre 2008
- 44- H BELLOUMI, «La Tunisie face au terrorisme», 18/01/ 2007, <http://islamiqua.canalblog.com/archives/2007/01/18/3728127.html>, accédé le 02 septembre 2008
- 45- صايح مصطفى، السياسة الأمريكية تجاه الحركة الإسلامية التركيز على إدارة جورج ولكر بوش 2000-2008 ، رسالة دكتوراه في العلوم السياسية والعلاقات الدولية، فرع العلاقات الدولية. 2008، ص 500-510 .
- 46-Arielle THEDREL, «Le Maghreb redoute une offensive d'al-Qaida», Le Figaro, 13 mars 2007
- 47- Liberté, 12/03/ 2008
- 48- Ibid.

- 29- En 1939, un crédit de six millions de Reichsmark a été attribué au gouvernement saoudien pour lui permettre d'acquérir une petite usine de munitions, de la DCA, des chars légers et 4000 fusils. Mais le programme fut annulé avec la guerre, et l'Arabie Saoudite rompit ses relations diplomatiques avec Berlin.
- 30- Andrea LUEG, «The perception of Islam in western debate», Jochen HIPPLER and Andrea LUEG (Dir.), *The next threat, Western perceptions of Islam*, London, Pluto Press, 1995, p 11.
- 31- Malek CHEBEL, «Quelle attitude face au fondamentalisme du XXI^e siècle?», DILLENIS Anne Marie (Dir.), *Pouvoir et religion*, Bruxelles, Publication des Facultés universitaires de Saint-Louis, 2005, p 143.
- 32- Richard BULLIET, «Religions, spiritualités et sociétés au XXI^e siècle: perspectives pour la sécurité à l'horizon 2025», www.religioscope.com, Mai 2002
- 33- TAHERI Amir, «L'islam doit redevenir une religion», op cit
- 34- Ladan BOROUMAND and ROYA, «Terror, Islam and democracy», op cit, p135.
- 35- Sans entrer dans les détails, rappelons simplement que le «grand» djihad se réfère à l'éternel combat de chaque être humain contre les tentations de la vie, tandis que le «petit» djihad se réfère à la conduite d'une guerre défensive entreprise pour protéger la communauté islamique.
- 36 -Globalement, le consensus existe sur le fait que le terrorisme soit une forme de violence extrême. Le consensus s'arrête là et les questions commencent. Premier niveau d'analyse, la violence terroriste est-elle non sélective, frappant de façon non discriminatoire des civils ou des non combattants? Second niveau d'analyse, la violence terroriste comprend-elle un objectif à connotation politique? Troisième niveau d'analyse, enfin, l'emploi de cette notion de terrorisme renvoie-t-elle au phénomène violence observé ou à celui qui juge ledit phénomène ?
- 37- Didier BIGO, «L'impossible cartographie du terrorisme», *Culture et Conflits*, 25/02/2005, <http://www.conflits.org/index1149.html>, accédé le 20/10/2007
- 38- Zbigniew BRZEZINSKI, op cit, p39-40

- 18- Louisa Dris-Aït Hamadouche, "Régime et islamistes en Algérie: un échange politique asymétrique? ", *Maghreb-Machrek*, N°200, Été 2009.
- 19 - El Khabar, 04/02/2009
- 20- Rachid TLEMCANI, « Le MSP et l'islam de bazar », *geostrategie.com*, 20/05/2008, <http://www.geostrategie.com/787/le-msp-et-l%E2%80%99islam-de-bazar>
- 21- Jonathan HOPKIN, "Conceptualizing Clientelism: Political Exchange and Democratic Theory", Paper presented at the annual meeting of the American Political Science Association, Marriott, Loews Philadelphia, and the Pennsylvania Convention Center, Philadelphia, Aug 31, 2006.
- 22- L'ancien maire de Toulon, Maurice Arreckx, s'est rendu célèbre par cette définition du clientélisme : «La justice pour tous, les faveurs pour mes amis».
- 23- Simona PIATTONI, *Clientelism, interests, and democratic representation* , op cit, p7
- 24- Cette responsabilité incombe à l'ensemble de la classe politique.
- 25- Il s'agit d'une initiative rassemblant 14 partis politiques opposés à la révision de la constitution permettant au président Bouteflika de briguer un 4^{ème} mandat, et dont l'agenda international consiste à défendre une définition absolutiste de la souveraineté. Ainsi s'est-il opposé à l'ouverture de l'espace aérien à l'aviation française.
- 26- Albert SOUED, «Nationalisme arabe, islamisme et les nazis», *Objectif-info.com*, 9 avril 2003.
http://www.objectif-info.com/Processus/nationalisme_arabe.htm, accédé le 29/11/2006.
- 27 - A son arrivée au pouvoir en 1933, Hitler reçoit des messages de félicitation des pays arabes. Les Frères Musulmans en Egypte l'ont même rebaptisé Abou Ali Mohammed Haidar (le Brave) et ses sympathisants sont allés jusqu'à se recueillir dans la maison où serait née la mère du dictateur allemand à Tanta, dans le delta du Nil, Ibid.
- 28- Ian Johnson, *Une Mosquée à Munich, Les nazis, la CIA et la montée des frères musulmans en Occident*, JC Lattes, 2011; Ecouter la présentation de l'auteur sur: <https://www.youtube.com/watch?v=jsE4apcDd0s>

- 8- Lahouari ADDI, *L'Algérie et la démocratie*, Paris, La Découverte, 1994.
- 9- Certains analystes pensent que le PJD est l'aile légale du Mouvement pour l'Unification et la Réforme (MUR), dirigé par Ahmed Raissouni et considéré comme un mouvement radical.
- 10- Le parti islamiste tunisien Ennahdha a remporté les élections avec 41,5% des suffrages exprimés, neuf mois après le renversement du dictateur Zine El Abidine Ben Ali. Le parti a obtenu 90 sièges sur 217 dans la nouvelle Assemblée constituante. Les candidats du parti « Le Congrès pour la République » (CPR) sont en deuxième position avec 13,8% des voix, soit 30 sièges, et le troisième parti, « Ettakatol », a obtenu 9,7% des voix soit 21 sièges.
- 11- A titre de comparaison, en Egypte, le ras de marrée des FM et des salafistes place, en revanche, tous les centres du pouvoir entre les mains des islamistes. Cette concentration est d'ailleurs proportionnelle à la montée des clivages qui aboutit à un coup d'Etat mené par l'Etat major contre le président.
- 12- Vincent Geisser, Entretien à propos de la Tunisie - 27 Août 2013.
<http://www.youtube.com/watch?v=DGgZ-1mvTjA&feature=youtu.be&a>
- 13- Ainsi a-t-il créé une chaîne thématique visant à propager «une pratique religieuse empreinte de tolérance». Le roi a, par ailleurs, décidé de former des femmes imams appelées mourchidates. Une première promotion de femmes, toutes diplômées de l'Université, a achevé une année de formation en mai 2006. Le but de cette initiative est de relever le niveau de l'encadrement religieux et, surtout, de ne pas laisser le champ libre aux associations islamistes féminines, très actives sur le terrain.
- 14- Abed CHAREF, «Victoire de la Zaouia sur les 'think tank'», *Le Quotidien d'Oran*, 31/03/2008
- 15- L'instrumentalisation politique des zaouias commence sous le règne du président Chadli Benjedid. Voir Abdelkader Yefsah, *La question du pouvoir en Algérie*, ENAP, 1990
- 16- Baya GACEMI, «Les réseaux en Algérie», *L'Express*, 28/02/2005
- 17 -Cité par Baya GACEMI, op cit.

NOTE

1- Inspiré d'une Etude pour l'unité de recherche intitulée : L'ensemble régional Maghreb-Moyen-Orient: Défis et mutations, Dirigée par le Pr Ouelhadj FERDIOU.

Voir également Louisa Dris-Aït Hamdouche, "Inclusion and Exclusion in Algeria: Distorted Forms of parliamentarism", Paper prepared for the workshop "Between Inclusion and Exclusion: The Many Faces of Reform in the Middle East and North Africa", Organized by the Centre for Research and Studies in Sociology (CIES), Lisbon University Institute (ISCTE-IUL) and the Friedrich Ebert Foundation, 24 September 2010

Malcolm SHOOKNER, «Sous une optique d'inclusion», Le Bloc-Notes, 1er avril 2005, Volume 8, No.1, <http://www.leblocnotes.ca/node/115>

2- Malcolm SHOOKNER, « Sous une optique d'inclusion», Le Bloc-Notes, 1er avril 2005, Volume 8, No.1, <http://www.leblocnotes.ca/node/115>

3- Olivier ROY, "Islamism's failure, Islamists' future," edited version of a talk on the nature and record of political Islam delivered by Olivier ROY on 11 October 2006 at the Institute for Public Policy Research in London. http://www.opendemocracy.net/faith-europe_islam/islamism_4043.jsp, accédé le 05/07/2007

4- «Islamisme en Afrique du Nord (I): Les legs de l'histoire», Briefing Moyen-Orient/Afrique du Nord, N°12, 20 avril 2004.

<http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=2619&l=2>, accédé le 05/07/2007

5- Olivier ROY, "The end of history and the long march of secularisation", 16 mai 2006, http://www.opendemocracy.net/faith-europe_islam/islamism_4043.jsp, accédé le 05/07/2007

6 -Wittes Tamara COFMAN, "Elections in the Arab World: Progress or Peril?", Saban Center Middle East, Memo 11, 12 February 2007, *The Brookings Institution*.

<http://www.brookings.edu/fp/saban/wittesmemo20070212.htm>, accédé le 17/07/2007.

7- Lahouari ADDI, *L'Algérie et la démocratie*, Paris, La Découverte, 1994.

gauche une dizaine d'années plus tôt. Vise-t-elle à accélérer la démocratisation progressive de système politique ou à plonger le PJD, confronté à la gouvernance, dans ses propres contradictions ? Quelle que soit la réponse, deux éléments paraissent acquis : 1) l'islamisme restera une idéologie partie prenante car totalement intégrée et institutionnalisée dans les fondements même de la monarchie ; 2) la monarchie ne pourra faire machine arrière, et si elle ne devient pas parlementaire, elle ne sera plus jamais absolue. Il y a bien une transition pactée.

Inscrites dans une historicité et une contextualité différentes, ces trois expériences peuvent toutefois inspirer trois préconclusions : d'abord, l'inclusion ou l'exclusion des islamistes s'inscrit dans un contexte politique global dans lequel l'exclusion par la répression, la déstabilisation, ou la diabolisation est élevée en mode de gouvernance semi-autoritaire, pratiquant en parallèle l'inclusion par la cooptation, la clientélisation et les urnes. Ensuite, l'inclusion ou l'exclusion des islamistes doit beaucoup à l'image que les islamistes renvoient d'eux-mêmes. Ceux qui, parmi eux, cherchent l'inclusion politique sont parfois victimes de leur propre incapacité à amenuiser les inquiétudes, à démystifier les discours diabolisateurs et à déconstruire les perceptions fondées sur les préjugés. Ils pêchent également par leur attitude attentiste, parfois complaisante à l'égard des courants radicaux qui s'auto-excluent du jeu politique.

L'inclusion des islamistes dans un jeu politique ouvert passe sans doute par trois conditions : la banalisation de l'islamisme, le renforcement des autres courants idéologiques et, avant tout, un champ politique réellement ouvert. Sans cette dernière condition, les deux premières n'auront sans doute pas d'impact structurant.

Conclusion

L'histoire récente du Maghreb avec le processus démocratique et notamment avec les islamistes est tumultueuse. Elle commence en Algérie où un processus national d'ouverture politique inclusif débouche sur les victoires électorales d'un parti islamiste radical que la constitution de l'époque interdisait pourtant d'agréer. L'exclusion de ce parti intervient dans le cadre d'une opération d'exclusion plus générale, à savoir l'intervention de l'armée nationale qui interrompt le processus électoral. Une double logique d'escalade et d'exclusion mutuelle s'accélère, faisant basculer le pays dans un conflit où terrorisme, antiterrorisme, salafistes et autres djihadistes afghans ou pas alimentent une guerre qui se termine sur une charte aux aspects paradoxaux : elle **intègre** les terroristes renonçant aux armes et **exclut** tous ceux qui réclament une justice transitionnelle. Trois lustres après le début de cette expérience, le résultat est double : un système politique maniant avec cynisme l'inclusion des expressions politico-religieuses tant partisans que traditionnelles et des acteurs islamistes négociant tant leur auto-inclusion que leur inclusion par système.

En Tunisie voisine, la toute puissance des Ben Ali cède face à la colère de la rue. La victoire d'un parti islamiste talonné, d'une part, par un courant de gauche en rangs dispersé et, d'autre part, par des salafistes ses anciens adversaires, exacerbe les reflexes exclusifs. Consciente des expériences de l'Algérie voisine et de l'Égypte qui en prend le chemin, Ennahda opte donc pour une gouvernance inclusive, choisissant de partager un pouvoir qu'il sait fragile, car menacé par la surenchère des courants radicaux de son propre parti, des salafistes et des éradicateurs laïcs. La réémergence de groupes armés, la multiplication de filières de «djihadistes» vers la Syrie, l'instabilité des frontières sont autant de facteurs aggravant des risques potentiels.

Reste le Maroc, qui sous l'influence du « printemps arabe », adopte de nouvelles réformes politiques. La monarchie consent à quelques compromis et admet l'arrivée du PJD au pouvoir. Cette inclusion est comparée à celle de la

menées avant la création de l'AQMI démontre qu'il n'existe pas de relation de cause à effet, ce qui n'exclut pas pour autant le scénario inverse. Compte tenu de la porosité des frontières maghrébines, de l'existence de facteurs favorables à l'émergence de groupes islamistes violents dans tous les pays du Maghreb et de la persistance de tensions entre les Etats, de l'instabilité en Tunisie, et de la guerre en Libye et au Sahel, la transnationalisation concrète des islamistes radicaux est de l'ordre du possible.

C'est d'ailleurs l'ensemble de ces facteurs structurels qui expliquent le spectaculaire attentat de Tiguentourine, à Ain Amenas, à l'est de l'Algérie. Un groupe multinational, constitué en minorité d'Algériens, prend le contrôle d'un champ gazier d'où sort le cinquième de la production de gaz algérien. L'importance du site, la présence des multinationales et des expatriés font de cette prise d'otages une véritable crise internationale et confirme la maghrébisisation du terrorisme. La lutte antiterroriste semble, quant à elle, moins maghrébisée que les réseaux terroristes, même si une coopération sécuritaire existe. De fait, les lacunes observées sur la régionalisation de la lutte antiterroriste est surtout due au fait que celle-ci est exécutée en aval, au lieu d'être pensée et planifiée en amont, avec en toile de fond la prévention des causes produisant le terrorisme.

à seulement 30 kilomètres au sud de Tunis.⁴³ Cet exemple est important car, d'abord, il est survenu dans le pays maghrébin le moins touché par les actions terroristes islamistes. Ensuite, il ne s'agissait pas d'une action ponctuelle type attentat, mais d'affrontements armés avec les forces de la police, de la garde nationale et de l'armée. Enfin, ces affrontements ont lieu tout près de la capitale. Tout un symbole. La chute de Ben Ali a montré que tant sur le plan politique que sécuritaire, rien n'avait été réglé puisque les salafistes d'une part, et des mouvements islamistes armés, d'autre part, ont ré-émergé avec force.

b- La régionalisation de l'islamisme radical

A l'heure actuelle, la menace terroriste islamiste maghrébine porte un nom : «Al Qaïda au Maghreb islamique» (AQMI)⁴⁴, annoncée en septembre 2006. Selon le centre de recherche américain Stratfor, le passage du GSPC à AQMI s'accompagne d'une certaine modification de ses missions avec notamment l'unification de l'ensemble des groupes islamistes maghrébins, notamment algérien, marocain et libyens.⁴⁵ Jusqu'où va cette unification ? S'agit-il d'une adhésion symbolique, de l'ordre de celle du GSPC à al Qaïda, visant un effet psychologique plus qu'opérationnel, ou d'une véritable fusion ? L'élimination de Oussama Ben Laden, l'apparition de plusieurs autres mouvements transnationaux tels que le MUJAO, les Signataires avec le sang, Ansar Eddine, et d'autres encore ont renforcé l'option selon laquelle il ne s'agit plus d'une adhésion idéologique qu'une fusion organique.

Les médias maghrébins se font l'écho de quelques opérations terroristes dans lesquelles des individus de plusieurs nationalités étaient impliqués. En novembre 2007, par exemple, une trentaine de terroristes est neutralisée à Bir el-Ater, el-Malabiod, el-Kamakem et Bir el-Ach (Algérie), parmi lesquels figuraient des Libyens et des Tunisiens.⁴⁶ Plus tôt, en janvier 2003, des Tunisiens et des Libyens ont participé à une embuscade tendue à une patrouille de reconnaissance composée d'éléments des forces spéciales et de Groupe de Légitime Défense à Iglfen-Taghda (hauteurs de Biskra et Batna), faisant plus de 40 morts dont 39 parachutistes, ce qui montre la violence et la préparation des terroristes.⁴⁷ Le fait que des opérations «multinationales» aient été

frontières que les gouvernements maghrébins, supposés coopérer dans la lutte contre cette menace.

a- L'islamisme radical dans sa dimension nationale

De nombreuses organisations et groupuscules islamistes violentes, prolifèrent dans l'espace maghrébin, citons-en quelques exemples : AQMI (Al Qaïda au Maghreb islamique), GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat, Algérie), GICM (Groupe islamique pour le combat au Maroc), FIT (Front islamique de Tunisie), le Mouvement Okba bin Nafaa (Tunisie), GCIL (Groupe islamiques des combattants libyens), les «Chevaliers du changement»³⁸. Les opérations menées par ces organisations ne mettent pas l'existence des Etats en danger, mais dénotent d'une progression horizontale des actions armées : attentats du GICM marocain à Casablanca (mai 2003), tentative d'assassinat de Mouammar al-Kadhafi à Benghazi à la même période, prises d'otages, combats dans les montagnes de Chaambi, attentats à la bombe artisanale...

Le GICL a été créé au début des années 1990, par des « combattants » libyens partis combattre les Soviétiques en Afghanistan. Ils reviennent en Libye et la création de ce groupe est annoncée en 1995, avec pour objectif la création d'un Etat islamique wahhabite en Libye. En novembre 2007, il clame son ralliement à al Qaïda. Le régime libyen choisit alors de gérer ce groupe en usant tour à tour de la puissance douce et de la puissance dure. Plusieurs membres de ce groupe sont emprisonnés dans le cadre d'une campagne de répression,³⁹ puis un «dialogue» est conduit par la Fondation Kadhafi ce qui aboutit, en 2008, à la libération du tiers des membres du GICL emprisonnés.⁴⁰ Des mesures de réinsertion sont prises avec notamment l'octroi d'un emploi, d'un logement, règlement de certains problèmes sanitaires, etc.⁴¹ Cependant, la plus grande réhabilitation viendra à la faveur de l'insurrection menée contre Kadhafi et soutenue par une partie du monde arabe et occidental.

Autre exemple de terrorisme territorialisé, les événements survenus en Tunisie entre le 23 décembre 2006 et le 3 janvier 2007. Pendant une dizaine de jours, des affrontements armés entre les forces de sécurité tunisiennes et un groupe de terroristes dits salafistes ont eu lieu à Slimen,

Djihad» est présentée comme une nébuleuse au sein de laquelle chaque organisation mène son propre combat contre 'le pouvoir local impie', tout en incluant le 'combat global contre les Juifs et les Croisés'. Ce glissement sémantique n'est pourtant ni innocent ni justifié.³⁴ Conséquemment, de nombreux mouvements et partis islamistes dits modérés, rejettent par principe l'idée de recourir à la force (MSP algérien, PJD marocain, Ennahda tunisienne...). De plus, ils condamnent de façon encore plus explicite la violence suicidaire, car la mouvance des Frères musulmans est globalement opposée aux attentats suicides.

Les raccourcis entre islamisme et terrorisme sont tout aussi aisés, malgré l'absence de définition conceptuelle de ce dernier.³⁵ La polémique qui entoure cette notion de terrorisme est telle que certains analystes vont jusqu'à dire que le «terrorisme n'existe pas : ou plus exactement, ce n'est pas un concept utilisable par les sciences sociales et la stratégie».³⁶ Dans une étude relative aux attentats suicides commis entre 1980 et 2001, Robert Pape conclut que sur les 188 attaques identifiées, «179 pouvaient avoir des causes profondes dans de larges et cohérentes campagnes militaires ou politiques».³⁷ Il précise le peu de connexions entre les attentats suicides et les religions, islam compris.

Quand l'usage d'une notion se répand au point de rentrer dans le langage courant et que la communauté internationale juridique et politique ne parvient pas à en faire un concept à travers une définition claire, il est permis de conclure que l'intérêt de tous les acteurs concernés réside dans le maintien de la confusion et de la polémique, sur la base d'un principe aussi simple qu'efficace : « nous sommes toujours le terroriste de l'autre ».

L'exclusion de l'islamisme au nom de la lutte antiterroriste au Maghreb

La lutte antiterroriste au Maghreb s'inscrit à deux niveaux, national et régional. Ironie mise à part, les différents groupes criminels exploitent mieux la transnationalisation des relations et la «virtualisation» des

Qayyim ou encore Ibn Abdel Wahhab), considérés comme des «pieux ancêtres» (*salaf saleh*), pour avoir suivis les recommandations de la première communauté du Prophète. Le salafisme a donné naissance à des mouvements aussi divers qu'hétéroclites. On y retrouve les Frères musulmans de Hassan al-Banna (1922), aussi bien que les Fedayin de l'islam, dirigés par l'iranien Mohamed Navab-Safavi (1941). Dans les années 1940, apparaît une pensée hybride faite de marxisme et d'islam avec le pakistanais, Abul-Ala al-Mawdoudi, qui se considérait lui-même comme «le Lénine de l'islam».³²

Dans les pays amorçant une transition démocratique récente, les salafistes ont émergés avec une influence telle qu'ils se sont imposés comme les rivaux des Frères musulmans anciennement implantés. En Tunisie, ils s'illustrent à travers des manifestations symboliques ou violentes dont l'impact éclabousse Ennahda. Ils investissent le terrain de la contestation, des frustrations et de la sanction à l'égard de l'ancien régime pour s'imposer comme une alternative identitaire, alimentant sciemment la confusion entre laïcité et dictature, puisque Ben Ali a usé et abusé des deux. En Algérie, si la visibilité est moins spectaculaire qu'en Tunisie, les mesures gouvernementales prises pour contenir, contrôler et dissuader les réseaux salafistes sont significatives. Les imams ont pour instruction de diffuser des discours diabolisant le salafisme dépeint comme une idéologie étrangère aux mœurs nationales et une Coordination des imams a même été créée pour « nettoyer les lieux de culte » des courants wahhabites et salafistes. De plus, les pouvoirs publics ont refusé des tentatives de créer un parti politique salafiste.

c- Islamisme et (est) terrorisme ?

La confusion entre islamisme et comportement violent allant jusqu'au terrorisme, n'est pas rare. Pour preuve, de nombreux auteurs situent l'apparition du terrorisme islamiste avec la révolution iranienne et la prise d'otages de l'ambassade américaine.³³ Dans la même logique, ils estiment que tous les islamistes sont mus par un point commun, à savoir la lutte contre l'Occident. Dans cette perspective, la «mouvance du

contestataire contre la modernisation qui s'accélère au milieu du XIX^{ème} siècle. Les groupes qualifiés de fondamentalistes musulmans sont actuellement plus proches du nationalisme religieux que du fondamentalisme originel. Car malgré la présence d'une revendication universaliste, les messages religieux militants expriment manifestement un nationalisme religieux. Une comparaison évidente et pourtant rarement évoquée est intéressante avec le sionisme ³¹. Séculier à l'origine, le sionisme s'inspire plus tard de la religion comme source de légitimation. Ainsi certains rabbins développent-ils une théologie nationaliste voyant dans le sionisme un agent de Dieu, tandis que les juifs orthodoxes considèrent l'Etat d'Israël comme une parodie sacrilège d'une Rédemption qui ne peut venir que de Dieu. Tout cela pour dire que le fondamentalisme existe dans toutes les grandes religions qui ont un autre point en commun, celui d'être fréquemment instrumentalisée comme source de légitimité pour des agents politiques qui en manquent. Qu'en est-il de la seconde notion constamment liée à l'islamisme depuis quelques années, à savoir le salafisme ?

Le «printemps arabe» a redynamisé l'hypermédiatisation du salafisme. Le terme salafisme désigne une école de pensée apparue dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. Réagissant à l'occidentalisation et à la propagation des idées européennes du fait de la colonisation, cette école prône le retour à la tradition des pieux ancêtres. Ses représentants comptent El Afghani, Mohammed Abdou et Rachid Reda qui cherchaient à retrouver dans la tradition musulmane même une autre forme de modernité.

Cependant, ces personnalités ne servent pas de référence aux militants actifs du courant salafiste actuel, qui se réfèrent plutôt à Ibn Tymiya, également référence du wahhabisme. Pour eux, le salafisme signifie le retour à la tradition de façon littérale, sans y apporter la moindre relecture ou la moindre interprétation contextualisée, perçue comme une innovation condamnable (*bidaa*). Sur le plan du droit (*fiqh*), les références privilégiées sont celles des juristes de l'école hanbalite (Ahmad Ibn Hanbal, Ibn Kathîr, Ibn Taymiyya, Ibn Qudamma, Ibn

modèle nazi, et se proclame le Führer de la nation syrienne, voyant dans le peuple syrien le véritable peuple supérieur. En Egypte, Ahmed Hussein fonde en octobre 1933 «*Misr Al-Fatat*» (Jeune Egypte), d'abord calqué sur les jeunesses de Mussolini, puis sur le mouvement nazi «Jung Deutschland». Comme leurs homologues allemands, les militants saluaient le bras tendu, tenaient des meetings de masse, organisaient des processions avec des torches, etc. Les slogans en usage étaient : «un peuple, un parti, un chef» et «l'Egypte par dessus tout».²⁷ L'Arabie saoudite, symbole absolu de l'islamisme au pouvoir, n'est pas en reste. En novembre 1937, le secrétaire du roi sollicite l'établissement de relations diplomatiques auprès de l'ambassadeur allemand en Irak, Fritz Grobba ; celui-ci est accrédité en septembre 1938. L'Arabie Saoudite demande alors à l'Allemagne son soutien pour acquérir une indépendance totale, en échange de quoi, elle promettait la neutralité en cas de guerre. Le conflit israélo-arabe a, lui aussi, piégé ceux qui ont tenté d'appliquer l'adage « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». Dans tous les cas, et même si rapprochement tactique ne signifie pas réappropriation des idées et des pratiques, les conséquences ont été désastreuses.²⁸

L'islamisme souffre d'une seconde confusion qui le rend susceptible d'être considéré comme une menace. Il s'agit de deux notions extrêmement usitées, à savoir le fondamentalisme et le salafisme.

b- De l'islamisme au fondamentalisme et au salafisme

Dans son sens commun, le fondamentalisme désigne aussi bien le retour au moyen âge que la conquête, la guerre de religion et l'opposition à l'Occident.²⁹ Pour Malek Chebel, le fondamentalisme se caractérise par son extrême rigidité dans l'observance d'une doctrine ou d'un précepte religieux.³⁰ Le fondamentalisme musulman (et pas seulement islamiste) est donc assimilé à l'absence de réflexion et de pensée nouvelle dans l'interprétation et la compréhension de l'islam, du fait que les portes de l'*Ijtihad* aient été déclarées fermées.

Paradoxalement, en plus d'être présent dans toutes les religions, le fondamentalisme tient son origine du christianisme et plus précisément du protestantisme qui apparaît en Europe sous forme de mouvement

«le sens au service du pouvoir». Or, le but d'un mouvement islamiste est précisément de parvenir au pouvoir.

Finalement, ce qui fait peur dans l'idéologie islamiste c'est sa force focalisée sur sa capacité de mobilisation et sa capacité à intégrer en permanence la contradiction dans une démarche populiste.

a- De l'islamisme au fascisme

Pourquoi les plus farouches opposants à l'islamisme le considère-t-il comme une forme de fascisme ? La réponse à cette question implique une définition historique de l'islamisme. Ainsi cette idéologie est-elle définie comme un nationalisme religieux porté par une élite politique non séculière. Au XIX et XX^e siècles, elle s'est consolidée en recourant à la lutte contre le colonialisme, en brandissant l'exemple du nationalisme allemand et sa dérive nationale-socialiste. Le nationalisme arabe et l'islamisme, ou le national-islamisme, sont donc considérés par les tenants de cette lecture, comme les deux faces d'une même prétention de «supériorité». Supériorité qui n'est pas sans rappeler celle revendiquée par les fascistes.

La réponse à la question posée précédemment remonte aux années 20 et 30 du XX^e siècle et au rapprochement entre des nationalistes arabes et les régimes fascistes. Rapprochement que d'aucuns ont expliqué par trois raisons essentielles : l'absence d'occupation allemande, l'animosité des pays arabes vis-à-vis de la tutelle franco-britannique et, enfin, l'apparition du sionisme et des implantations juives en Palestine avec la complicité des puissances coloniales. Dans les années précédant la seconde guerre mondiale, l'Italie donne l'impression d'«adopter» la cause arabe. Ainsi Mussolini reçoit-il à Tripoli l'«Epée de l'Islam» (sayf al islam) le 18 mars 1937, et condamne-t-il l'impérialisme britannique ainsi que les implantations juives de Palestine. En Egypte, le mouvement nationaliste et paramilitaire «*misr al fata* » (Jeune Egypte) commence par s'inspirer des mouvements de jeunes de Mussolini. Mussolini a même été considéré comme un vrai musulman et affublé du nom de Moses Nili (Moïse du Nil).²⁵

Avec l'Allemagne nazie, le rapprochement est plus frappant ²⁶. En Syrie, Anton Sa'ada crée le «Parti Social-Nationaliste, fidèle copie de son

l'avenir celui AC) à l'égard du Palais participe d'une stratégie de régulation, sinon de prévention de la violence terroriste. Le PJD se présente comme une alternative pour contrebalancer une éventuelle emprise du salafisme takfiriste dans les quartiers populaires qui restent fragiles. En deuxième lieu, cette stratégie vise à réduire l'influence de mouvements islamistes contestataires mais non violents. Leur influence est potentiellement autrement plus grande que celle des groupes violents car leur opposition se limite à contester la légitimité politico-religieuse de la monarchie, sans sortir du cadre légal. L'éventail de sympathie que ce type de mouvance peut attirer est donc plus grand.

III)- L'exclusion des islamistes

Le choix de l'exclusion des islamistes se fait sur des considérations idéologiques, d'ordre particulier et général, ainsi que sur leurs liens, réels ou supposés, avec la violence. La conjonction de ces deux facteurs justifie l'exclusion de l'islamisme au nom de la lutte antiterroriste qui n'épargne aucun pays maghrébin.

L'exclusion idéologique

Premièrement, l'islamisme est critiqué pour les mêmes raisons que n'importe quelle idéologie qui fournit une explication du réel qui doit être acceptée ou rejetée, sans compromis possible. Deuxièmement, l'idéologie est critiquée du fait que, contrairement à la doctrine (d'origine intellectuelle), elle fait appel à la dimension psychologique des individus pour agir dans la société, ce qui peut s'apparenter à une sorte de manipulation mentale. L'islamisme ne fait pas exception. Troisièmement, l'idéologie est accusée de brimer l'individu pour le soumettre à la volonté, aux valeurs et aux normes de la collectivité. Ce qui pousse Jean-François Revel à dire que «l'idéologie, c'est ce qui pense à votre place». L'islamisme remplit totalement cette fonction, d'autant qu'au poids de la collectivité s'ajoute celui du divin. Enfin, les liens de l'idéologie avec la collectivité et ceux qui la dirige, fait dire à Thompson que l'idéologie est

Finalement, seule la gestion du conflit palestinien-israélien suscite quelques nuances, le PJD réclamant l'arrêt total des relations avec Israël.

Grâce à ces positions «modérées» tant à propos du statut de la monarchie que sur les questions politiques régionales, le PJD est non seulement coutumier du jeu électoral, mais il en est l'un des acteurs principaux. En 2007, les forces conservatrices restent dominantes, mais le PJD passe du statut de troisième force politique à celui de deuxième, juste derrière l'Istiklal. Le PJD est toutefois arrivé en tête dans de nombreuses villes clés, à savoir Casablanca, Rabat, Meknès-Tafilalet, Tanger-Tétouan et d'autres encore.

En juin 2005, Alternative civilisationnelle (CA) est créée sur la base d'idées telles que la construction d'un Etat moderne et le respect de l'Etat de droit, le tout intégré dans une plateforme nationale unissant tous les mouvements islamistes. Cette plateforme est également supposée créer des ponts entre la mouvance islamiste et les partis progressistes. CA avait commencé ses activités dans le milieu des années 90 sous la forme d'association apolitique dirigée par Moustafa Moatassim, ancien membre de «Jeunesse islamique». A l'instar du PJD, il ne remet pas en cause le statu quo et prône l'établissement d'un Etat de droit et d'une démocratie pluraliste dans le cadre de l'actuel système monarchique. Il est intéressant de noter que la légalisation de ce parti est intervenue dans un contexte de restriction du nombre de partis politiques officiellement agréés.

Manifestement, les fondateurs de CA ont réussi à convaincre les plus hautes autorités politiques et à faire lever tous les obstacles à leur agrément. Cela dit, vu la difficulté rencontrée par d'autres partis non islamistes à réunir l'ensemble de ces conditions, il n'est pas incongru de supposer que l'agrément rapide accordé à AC fait partie d'une stratégie : empêcher le PJD de monopoliser l'islamisme, ce qui ne ferait que renforcer ses atouts en termes de négociations et d'élaboration de la décision. En plus de cet aspect, la volonté du pouvoir marocain d'intégrer dans la vie politique des partis islamistes obéit à deux préoccupations. La première est d'ordre conjoncturel et concerne la montée de l'extrémisme religieux. Le jeu d'alliances et de subordination du PJD (et peut-être à

inconnu», ou des comparaisons assimilant la fonction présidentielle à la fonction paternelle. Le retour en force des confréries participe totalement de cette logique. L'élection de Abderrazak Mokri à la tête du MSP réhabilitera-t-elle le parti ? Pour cela, celui que les médias considèrent comme un « radical » devra resserrer les rangs du parti face à la double scission de Abdel Majid Menasra et Amar Ghoul, réinvestir le terrain socio-politique, ce qu'il tente de faire à travers le Groupe pour la sauvegarde de la mémoire et de la souveraineté. Autre test clé, se déclarer prêt à présenter un candidat à la succession du président Bouteflika.²⁴ Un pari risqué mais nécessaire.

b- Maroc : opposition islamiste intégrée

Le système politique marocain s'appuie sur l'existence de plusieurs partis de différente obédience, formant un échiquier politique constitué, entre autres, de deux partis politiques islamistes. La force du plus ancien, le Parti pour la justice et le développement (PJD) réside moins dans les foules qu'il rassemble que dans le discours modéré qu'il produit. Bien qu'il soit parfois présenté comme l'aile politique d'un mouvement radical, le Mouvement pour l'unification et la réforme (MUR d'Ahmed Raissouni), le PJD s'est toujours abstenu de critiquer la monarchie et de contester la légitimité du monarque, justifiant ainsi son statut de parti islamiste, intégré dans le giron du Makhzen. Pour bien illustrer ses réticences à critiquer la monarchie, relevons qu'il était opposé à la marche verte de 1975 sur la Sahara occidental, mais qu'il s'est abstenu de l'exprimer. C'est une déclaration non publiée d'Abdelkrim Mouti qui en fournit la preuve. Le PJD est alors passé de l'opposition silencieuse, au soutien actif à la position officielle. Illustration magistrale de ce soutien absolu, le premier Congrès régional du PJD en 2004 s'est tenu à El Ayoun. S'agissant de la question ultra-sensible du Sahara occidental, le PJD fait même de la surenchère nationaliste en s'opposant à l'autonomie élargie du Sahara occidental. Le PJD et la famille royale sont en accord sur d'autres questions stratégiques. L'Algérie en fait partie. A l'image du discours officiel, le PJD considère l'Algérie comme responsable des tensions bilatérales depuis 1963. A l'instar de la position officielle marocaine, il prône la promotion de la coopération économique entre les deux pays.

La cooptation apparaît comme la conséquence de l'évolution du mode de fonctionnement interne du système algérien. Une évolution marquée par la réduction de l'usage de la répression et l'accroissement du recours aux réseaux clientélares, sensibles à la cooptation.²⁰ Le caractère pernicieux de la cooptation et du clientélisme est qu'ils naviguent allègrement entre deux eaux. Sur le plan légal, rien n'empêche un industriel ou un importateur de soutenir un candidat ou un parti à une élection. Cette action porte un nom : le parrainage. Sur le plan moral, rien n'empêche ceux qui ont soutenu un candidat vainqueur d'être rétribué par une fonction, un permis de construire ou une exonération de taxes. Il s'agit de pratiques banales y compris dans les démocraties.²¹ Le problème qui se pose dans un pays comme l'Algérie est que les moyens de contrôle de ce type de tractations sont déficients, ce qui facilite allègrement le passage du clientélisme à la corruption.²² Or, plus les ressources sont conséquentes, plus le nombre de clients augmente et leur éventail s'élargit. Il ne s'agit plus seulement de coopter des chefs de tribus et de zaouïa, mais également le simple fonctionnaire des impôts ou l'agent d'un bureau de vote. La règle est simple : grand client, grand avantage ; petit client, petit avantage.

Ces pratiques s'autoalimentent car en parallèle, la culture politique recule et les exceptions deviennent des normes, à tel point que la censure devient de l'autocensure, les marques de soutien se transforment en excès de zèle et les alliances en cooptation. L'adhésion est remplacée par l'allégeance, les alliés par des clients et pour finir, les citoyens par des sujets. La culture et la conscience politique peuvent élever le niveau d'exigence de la population et réduire sa vulnérabilité face aux promesses populistes. Or, les partis islamistes institutionnels de type réformateur ainsi que les mouvements violents ont –de façon différente- contribué à remplacer l'hyper-politisation des Algériens, notamment des jeunes, en désillusion et désengagement.²³ D'ailleurs, sur les 23 partis politiques créés depuis la réforme de 2012, seuls 5 partis sont d'obédience islamiste et reflètent moins une force nouvelle que le fruit de dissensions au sein des partis existant.

Cette impasse explique le retour en force à des réflexions de type «mieux vaut garder un dirigeant que l'on connaît, qu'élire un candidat

appelé à la réhabilitation politique des leaders du parti dissout essayant ainsi de casser son image «d'homme du pouvoir».¹⁸ Il faut dire que son maintien au gouvernement en tant que ministre sans portefeuille durant plusieurs années a considérablement nuit à son image, l'assimilant à un politicien prêt à toutes les compromissions, pour une illusion de pouvoir. Au moment de sa désignation à ce poste, le parti a connu une véritable crise interne, sanctionnée par la démission de plusieurs membres du bureau national.

Ceci étant, ces évolutions récentes ne sont que la suite logique des événements précédents. Sans aller jusqu'à raviver la polémique relative aux conditions de la création du Hamas en 1990 et du rôle supposé des services de sécurité, rappelons simplement un épisode considéré par les militants du MSP comme un tournant décisif dans la cooptation du parti. Il s'agit de l'élection présidentielle de 1999. Election à laquelle Mahfoud Nahnah a été, à la surprise générale, interdit de se présenter. Or, au lieu d'entrer dans l'opposition claire et déterminée, le parti décide soutenir la candidature d'Abdelaziz Bouteflika, connu à l'époque comme «le candidat de l'armée». Cette prise de position provoque un séisme au sein des structures et de base du MSP. De nombreux militants quittent alors le parti, présageant la défaite aux élections législatives et locales de 2002 et confirmant la déception de l'électorat.¹⁹ Le leader charismatique du parti décède en 2003, après avoir été hospitalisé en France. Tout un symbole.

La cooptation est non seulement la conséquence de l'entrisme, mais à l'image de celui-ci, elle correspond à un choix prémédité et à une démarche forcée. En tant que choix prémédité, la cooptation du MSP est liée aux dérives qui gagnent nombres d'hommes politiques quand ils se frottent aux charmes enivrants du pouvoir. Le MSP n'est pas le seul en cause. Les redressements successifs qui ont écarté Abdallah Djaballa des partis qu'il a fondés, Nahda et Islah, montre l'efficacité redoutable de la cooptation. La participation de Djahid Younsi à l'élection présidentielle de 2009 obéit au même schéma et ses critiques formulées à posteriori suggèrent que les dividendes espérés n'ont pas été obtenus. D'ailleurs, deux mois après le scrutin, Djahid Younsi perd son poste de secrétaire général du parti, au profit d'Ahmed Ben Abdessalam.

semble s'affirmer, celle qui consiste à faire appel à ces réseaux traditionnels dans la gestion et la résolution des conflits sociaux et communautaires dans des régions reculées du pays. Ghardaïa, Ouargla et Bordj Baji Mokhtar, pour ne citer que ces wilayates, ont connu des flambées violences intercommunautaires. Or, les autorités publiques se sont révélées inefficaces, poussant l'Etat à solliciter la médiation des notables locaux. Le retour aux allégeances primaires signe clairement le déficit des allégeances aux institutions de l'Etat, y compris les représentants élus.

L'intégration des islamistes, symbole d'une transition contrôlée

Le Maroc et l'Algérie sont engagés, pour les plus optimistes du moins, dans un processus de transition contrôlée ou pactée. Il s'agit d'une démarche dans laquelle le système politique se réforme de l'intérieur, à travers une ouverture progressive et contrôlée. Quelle place les islamistes occupent-ils dans ce schéma ?

a- Algérie : une opposition islamiste cooptée

En Algérie, et jusqu'à l'implosion de l'alliance présidentielle, les dirigeants du Mouvement de la société et la paix (MSP) ont eu beau jongler sur les nuances en affirmant qu'ils ne sont «ni dans l'opposition, ni au pouvoir», la réalité apparente est têtue et lui donne tort. Le discrédit qui frappe le parti découle effectivement de ce statut de «ni..., ni...» suggère clairement qu'il est passé de l'alliance à la cooptation.¹⁷ Une situation qui a poussé le parti à critiquer le gouvernement comme s'il n'y était pas et à profiter des privilèges du pouvoir parce qu'il y est. Il s'est longtemps revendiqué du programme du président Bouteflika comme un parti au pouvoir, mais a exigé la levée de l'état d'urgence, dénoncé la corruption et approuvé l'interdiction de l'importation du vin comme un parti d'opposition. A ce double langage, s'ajoute des tentatives de mobiliser les sympathisants islamistes les moins enclins aux compromis. Il s'agit notamment des repentis et des anciens militants du FIS. Durant la campagne présidentielle de 2009, Bouguerra Soltani s'est vanté d'avoir été candidat du FIS pour les élections législatives de décembre 1991, et a

Le terrorisme islamiste et la crise de légitimité ont exigé la mobilisation de toutes les ressources susceptibles de combattre le premier et de solutionner la seconde. Les zaouïas sont donc réhabilitées.¹⁴ En 1991, l'Union nationale des zaouïas algériennes est créée pour «combattre tous ceux qui, au nom du wahhabisme et du chiisme et de tous les autres rites importés, ont tenté et tentent d'introduire des déviations dans le rite malékite, dénominateur commun de la majorité de notre peuple». Résultat, 8.900 zaouïas, affiliées à 35 confréries, sont structurées en associations.¹⁵

Depuis que le président Bouteflika est arrivé à la tête de l'Etat, ces réseaux ont été dynamisés à moult reprises, tant au niveau sécuritaire que politique. Sur le premier chapitre, les autorités politiques décident de faire appel aux notables locaux pour stopper la violence interconfessionnelle à Ghardaïa et plus précisément à Berriane. Une façon de remettre au gout du jour des formes ancestrales de gestion des affaires de la communauté, mais également de reconnaître l'échec des moyens institutionnels de l'Etat. La même méthode a été utilisée pendant les années 90 où les zaouïas étaient devenues des remparts religieux naturels contre les courants islamistes radicaux. L'équation s'est alors imposée en termes d'islam traditionaliste, ancestral, local et pacifique, contre un islam salafiste, provenant du Moyen-Orient et violent. Aucun chiffre n'existe sur cette question, mais l'influence des notables et des chouyoukh locaux auraient dissuadé nombre de jeunes gens vulnérables de succomber à la tentation «djihadiste».

Le recours aux confréries s'explique aussi parce qu'elles sont souvent liées à des tribus, qui à leur tour constituent des canaux d'influence politique jamais démentie depuis l'indépendance. Cette influence passe par le soutien à des personnalités politiques, mais aussi à des associations dites à caractère religieux ou caritatif, chapeautées par un guide religieux, dont la capacité de mobilisation peut se révéler très efficace. Le sociologue Tahar Hocine les compare, d'ailleurs, à des réseaux dormants, sollicités à chaque échéance électorale ou politique.¹⁶ Plus intéressant encore, selon les médias, environ un millier d'associations serait dirigé par un Moqadem, capable de mobiliser localement entre 100 et 1000 votants. Ces dernières années, une autre tendance

les autorités politiques cherchent à établir de nouveaux ponts de communication avec certaines franges de la population, notamment celles qui pourraient basculer dans le radicalisme. Ces deux explications ont en commun un point qui semble important à relever : elles suggèrent que la notion de «modéré» devient la marque de fabrique ou une sorte de label, pour les décisions prises et les options choisies par l'autorité politique. L'instrumentalisation de l'islamisme est donc manifeste. Il est important de souligner cet aspect d'autant qu'il constitue un point de convergence avec les Etats-Unis qui suivent exactement la même démarche, tant au niveau de la labellisation de «l'islamisme modéré» que de l'instrumentalisation de celui-ci.

Aux antipodes de ces deux premières explications qui privilégient le contrôle total de la situation par la monarchie, la troisième explication consiste à envisager l'option inverse : des failles dans les mécanismes de contrôle officiel des lieux de culte. Corroborant cette hypothèse, plusieurs prêcheurs ont été accusés et jugés en 2003 pour avoir inspiré les attentats de Casablanca qui ont fait 33 victimes.

b- Algérie : l'islam traditionnel consolide le régime en place

Confrontés à des remises en cause de l'autorité publique, tant au niveau local que gouvernemental, les dirigeants algériens ont recours à la redynamisation des réseaux traditionnels de régulation sociale, bien plus - diraient certains - qu'à l'expertise.¹³ Les confréries, présentes en Algérie depuis le IX^{ème} siècle, font partie de ces réseaux. Les plus importantes, telles que la Tijania ou l'Alaouïa, ont résisté à la répression et à la marginalisation en développant une grande faculté d'adaptation à travers une expansion horizontale relevant de l'espace géographique et verticale en investissant l'espace social. Durant plusieurs décennies, les zaouïas sont critiquées et marginalisées aussi bien par les autorités que par les islamistes. Les premières leur reprochent des accointances suspectes avec le colonisateur, tandis que les seconds les accusent d'entacher la «religion pure» avec des superstitions, des traditions et des pratiques païennes.

revanche, un fait semble certain, à l'époque, le FIS n'était pas engagé dans une logique d'autolimitation, bien au contraire.

L'inclusion des islamistes au service du statu quo politique

Contrairement à certaines idées reçues, l'islamisme ne s'inscrit pas toujours dans une logique contestataire. Il peut aussi, pour diverses raisons, contribuer à légitimer un régime politique de façon directe ou indirecte. Le Maroc est l'illustration typique du de la légitimation indirecte.

a- Maroc : L'islamisme modéré renforce la légitimité de la monarchie

Contrairement à l'Arabie saoudite, le Maroc n'est pas un royaume théocratique au sens stricto sensu du terme. L'autorité du commandeur des croyants ne repose pas sur l'application de la charia comme unique source de légitimité, mais sur la base d'un consensus, dans lequel le recours à la religion comme valeur politique et sociale est néanmoins fondamental. A ce titre, le roi Mohammed VI, a pris une série d'initiatives visant à inscrire son projet de réforme dans un cadre «religieux modéré».¹² Reste à préciser que si institutionnaliser l'islamisme vise son contrôle, cet objectif n'implique pas automatiquement la propagation d'un courant «modéré», au sens consensuel du terme. La surenchère et les compromis ne sont pas rares ainsi que le démontrent les prêches parfois radicaux présentés dans des mosquées contrôlées par les autorités gouvernementales. Ainsi les sujets chers aux fondamentalistes sont-ils exploités (mixité, relâchement des mœurs, la place des femmes, les modernistes occidentalisés...) au vu et au su de ceux qui sont supposés prévenir ce type de débordements.

Deux explications peuvent clarifier cet apparent paradoxe. La première consiste à dire que le discours officiel chasse sur le terrain des radicaux et surfe sur la vague d'un certain fondamentalisme pour couper l'herbe sous les pieds des opposants fondamentalistes qui, eux, contestent l'Autorité politique. Dans ce cas de figure, ces opposants se retrouvent privés d'un créneau directement lié à la vie quotidienne du Marocain moyen et à ses susceptibilités. La deuxième explication tient du fait que

premières élections libres du pays.⁹ Quant à la présidence intérimaire de la république, elle échoie à une figure emblématique de la gauche tunisienne. Face à la montée de l'instabilité sécuritaire, de la contestation de l'opposition et malgré la surenchère des salafistes, il renonce aux ministères de souveraineté.¹⁰ Cependant, les assassinats d'opposants politiques qui interviennent dans un contexte de clivages idéologiques exacerbés et de crise économique persistante plongent la Tunisie dans une crise politique qui pousse Ennahda à plus de compromis. Il négocie sous la médiation du quartet (le syndicat UGTT, l'organisation patronale Utica, la Ligue tunisienne des droits de l'homme et l'Ordre des avocats) et accepte une feuille de route prévoyant un dialogue national et des négociations directes entre les partis. Les protagonistes ont trois semaines pour former un gouvernement d'indépendants et un mois pour adopter la Constitution dont la rédaction devait échoir à l'assemblée constituante.

Ceci étant, l'autolimitation des islamistes qui peut aller jusqu'au compromis et à la remise en cause partielle de la logique des urnes, n'est pas synonyme d'une transition sereine et linéaire vers la consolidation. Pour Vincent Geisser, au nom de la défense d'une certaine idée de la démocratie, la Tunisie renoue avec la peur, signe le retour des caciques de l'ancien régime qui, passant pour des hommes providentiels, mettront le pays sous une « démocratie tutélaire ». Pour le spécialiste de la Tunisie, accepter un gouvernement technocratique signifie exclure le politique et les débats contradictoires qui sont le propre de la démocratie et gouverner au nom d'un populisme selon lequel le peuple n'est pas suffisamment mature pour exercer ses droits à la décision.¹¹ Vincent Geisser estime que l'opposition tunisienne fait le jeu des orientalistes pour lesquels les Arabes ne sont pas compatibles avec la démocratie. Relevons que l'interruption du processus électoral en Algérie en 1992 a donné lieu aux mêmes critiques. Plus de vingt ans après les faits, force est de constater que la controverse n'a pas disparu, d'autant que l'analyse contre factuelle, « que ce serait-il passé si... », permet d'envisager toutes les options. En

supranationale (*Oumma*), et à reconnaître la légitimité du premier (l'Etat), tout en préservant la dimension légitimante et symbolique de la seconde (la *Oumma*).³ Les mouvements islamistes en activité en Afrique du Nord n'accusent plus la démocratie d'être non-islamique ou n'opposent plus l'idée d'un Etat islamique aux Etats tels qu'ils existent actuellement. Ils vont jusqu'à rejeter explicitement les idées théocratiques.⁴ Certes, ils défendent des positions conservatrices sur certaines questions, mais reprenant des idées appartenant au courant du modernisme islamique de la fin du 19e, début 20e siècle. Le seul sujet qui demeure non négociable concerne la législation relative au statut personnel.⁵ Dans cette perspective, Olivier Roy soutient que cette évolution est en grande partie due à l'ouverture politique relative et contrôlée des régimes en place. Face à la réalité du pouvoir et de la gestion politique, les partis islamistes deviennent plus pragmatiques et moins dogmatiques.⁶ Ainsi les partis islamistes engagés dans le jeu politique se rendent-ils compte, observe Olivier Roy, que le maximum de voix qu'ils peuvent rassembler est d'environ 20%. Pour espérer obtenir plus de 20% des votes dans des sociétés en plein changement, les partis islamistes doivent séduire un plus large électorat, contracter des alliances et donc réévaluer leurs discours et leurs objectifs. Ce n'est pas le principe de la «régression féconde» de Lahouari Addi⁷, mais plutôt celui de la «déradicalisation» par la pratique.

Certaines expériences récentes tendent à confirmer cette thèse. Au Maroc, le plus ancien est le PJD (Parti pour la justice et la démocratie)⁸ limite volontairement le nombre de ses candidats pour ne pas créer de raz-de-marée et susciter des réactions hostiles voir répressives. Déclarant ouvertement ne pas vouloir reproduire le scénario du FIS algérien, il devient la troisième, puis la première force politique du pays, après les réformes lancées par le roi en 2011. Face à l'opposition séculière et le poids du Makhzen, le PJD évite lui, aussi, le scénario égyptien. Le «printemps arabe » semble, en partie du moins, abonder dans le même sens, puisque Ennahda, en Tunisie, opte pour une alliance avec des partis laïcs et une cohabitation gouvernementale, malgré une victoire nette aux

appartenance à une identité commune car le facteur religieux fait partie intégrante des référentiels identitaires de la nation algérienne. A contrario, la pluralité de l'islamisme (réformiste, révolutionnaire, jazariste, salafiste...) peut susciter des conflits –ce qu'il fait- et donc l'exclusion.

Sur un plan économique enfin, l'inclusion est fondée sur la notion de justice sociale, à savoir, la distribution des ressources sociales et économiques de la société et la collaboration pour le développement d'intérêts communs.² L'islamisme tel qu'il s'est développé en Algérie obéit aux mêmes stratégies observées dans d'autres pays, à savoir la constitution d'une classe moyenne faisant de l'activité économique et de l'action caritative un vecteur d'insertion et de promotion sociale. En parallèle, l'idée de promouvoir exclusivement une économie islamique, provoque controverse et exclusion.

Comment ces définitions de l'inclusion et de l'exclusion s'appliquent-elles sur l'islamisme sur l'échiquier politique maghrébin ? Il s'agira plus précisément de comprendre si les islamistes avec leurs particularités idéologiques respectent les valeurs des autres acteurs politiques et si leurs propres particularités sont respectées, valorisées et intégrées dans le cadre d'une identité nationale et d'un jeu politique ouvert au Maghreb central.

II)- L'inclusion des islamistes

Les islamistes s'incluent-ils dans le champ politique ou y sont-ils inclus ? Si oui comment, et qui en tire le plus de bénéfices ? C'est à ces questions que nous tentons d'apporter des éléments de réponse.

Quand les islamistes s'autocensurent

Face aux mouvements de rejets et de répression, de nombreux partis islamistes ont réévalué leur démarche, s'orientant clairement vers une logique «islamo-nationaliste», où la dimension nationale et identitaire prend le dessus sur la dimension supranationale traditionnelle de l'islamisme. Ces partis tendent à renoncer à l'équation mettant en opposition l'idée de l'Etat-Nation et celle de communauté islamique

Il paraît donc intéressant de comprendre comment les islamistes sont-ils intégrés dans le jeu politique et partisan et quels sont les termes de l'échange politique qui en découle avec les régimes en place, au Maghreb central ? En parallèle, au nom de quoi les islamistes sont-ils sujets à l'exclusion et dans quelle mesure l'exclusion des islamistes facilite-t-elle le maintien du statu quo ante ? Enfin, dans ce jeu d'inclusion/exclusion, les islamistes sont-ils comme des sujets ou simplement des objets ?

D)- Inclusion / Exclusion : Aspects théoriques

L'inclusion et l'exclusion sont des sujets traités dans diverses spécialités des sciences sociales. Ils ont inspiré les philosophes, les sociologues, les politologues et les socio-psychologues. Le rapport dialectique exclusion/inclusion est essentiel pour saisir la nature du terme inclusion.

Sur un plan philosophique, l'inclusion et l'exclusion sont associées à la « théorie de la reconnaissance », inspirée par la philosophie de Hegel. Centrée sur les institutions juridiques et politiques liées aux valeurs communes aux individus, elle se concentre sur le respect et reconnaissance des pratiques, des différences, des convictions... Elle se rapproche fortement de la notion d'intégration et se distance de celle d'assimilation ou de la simple tolérance de des particularités des autres. Ainsi l'inclusion par la reconnaissance doit-elle assurer la valorisation et le développement des particularités de chacun. Dans le cas contraire, si les valeurs ne sont pas communes ou que les différences sont réprimées, le processus d'exclusion est enclenché. L'islamisme peut alors se revendiquer de l'inclusion par la reconnaissance du fait que les valeurs qu'ils défendent d'une valeur commune, qui est l'islam ; mais tout aussi bien être exclu à partir de d'une instrumentalisation politique et partisane rejetée du fait religieux.

Dans la psychologie sociale, l'inclusion dépend de l'identification. Pour Sigmund Freud l'individu appartient à plusieurs groupes sociaux (famille, école, religion etc.), et c'est par cette identification à plusieurs modèles que l'individu construit sa personnalité. L'absence d'identification induit donc l'exclusion. Là encore, l'islamisme peut revendiquer son

Introduction

Depuis 1990, il est possible de discerner trois périodes clés durant lesquelles l'islamisme a occupé les débats politiques dans le monde arabe. La première est l'émergence du phénomène à la faveur de l'amorce de la transition en Algérie. En 1992, l'interruption du processus électoral clive les analyses entre partisans et opposants à la reconnaissance de la victoire du Front Islamique du Salut, première du genre dans le monde arabe. Dix ans plus tard, les attentats du 11 septembre 2001 ravivent les débats en mettant en avant la guerre mondiale contre le terrorisme (GMT). Là encore, les polémiques ne manquent pas quant à l'efficacité et les desseins de la GMT. Une décennie plus tard, la chute spectaculaire de plusieurs régimes arabes autoritaires galvanise à nouveau la controverse autour de l'émergence électorale des courants islamistes sur les décombres des régimes despotiques.

Bien que différents de par leur origine et leur portée, ces trois moments clés ont en commun le débat récurrent sur la place hypothétique de l'islamisme sur un échiquier politique. Est-il soluble dans le jeu démocratique ? Peut-on faire confiance au discours rassurant des partis islamistes dits modérés ? En fait, durant les années qui précèdent le « printemps arabe », plusieurs régimes arabes, dont deux maghrébins, s'engagent dans des réformes procédurales de leur mode de gouvernance, afin d'absorber les contraintes et d'éviter que celles-ci les absorbent. Il en ressort l'émergence de forces politiques d'obédiences idéologiques diverses qui s'agitent autour du pouvoir sans jamais en atteindre le cœur. Les islamistes ne font pas exception.

Parallèlement, et puisque la logique intrinsèque du pouvoir ne change pas, les régimes en place conservent leurs réflexes autoritaires et exclusifs à l'égard des opposants, notamment des islamistes. Soutenue par la GMT, cette posture offensive bénéficie à ceux qui s'opposent de façon primordialiste à l'existence de partis islamistes, les démocrates laïcistes, mais davantage au tenants du pouvoir à vie.

Islamisme en Algérie, Maroc et Tunisie : Entre inclusion et exclusion¹

Louisa DRIS-AIT-HAMADOUCHE

Faculté des sciences politiques

Université d'Alger³

Résumé

Le débat relatif à la place de l'islamisme en Algérie, au Maroc et en Tunisie n'a rien perdu de son acuité. Ces trois pays ont connu des réformes politiques de niveau différent, permettant l'émergence de forces politiques et idéologiques diverses qui s'agitent autour du pouvoir sans, pour le moment, en atteindre le cœur. Il est intéressant de comprendre comment dans des régimes qui ne sont ni autoritaires, ni démocratiques, les islamistes sont intégrés dans le jeu politique et partisan et quels sont les termes de l'échange politique qui en découle avec les régimes en place. L'inclusion sélective des islamistes qui s'adaptent ou qui consolident le statu quo ou l'exclusion au service de la légitimité sécuritaire apportent des éléments de réponse.

**Islamisme en Algérie, Maroc et Tunisie :
Entre inclusion et exclusion**

**Louisa DRIS-AIT-HAMADOUCHE
Faculté des sciences politiques
Université d'Alger 3**